Le Front commun pour la transition énergétique veut ouvrir le PGIRE **Pourquoi faire des fleurs au PQ au lieu de concrétiser la société du soin ?**

Le Front commun pour la transition énergétique (FCTÉ) et plusieurs alliés appellent le nouveau gouvernement à remettre en question le plan de gestion intégrée des ressources énergétiques (PGIRE) de l'ancien gouvernement. Rappelons que ce PGIRE 2026-2050 consiste essentiellement, jusqu'en 2035, en l'application du Plan d'action 2035 d'Hydro-Québec. Ce plan prévoit « *des investissements de l'ordre de 200 G$* ». Il anticipe une augmentation des mégawatts produits d'environ le quart du niveau actuel dont 15 à 20% en « négawatts ». Quant au PGIRE, d'ici 2050 il planifie une augmentation de la production d'électricité hydraulique et éolienne égale à la moitié du niveau actuel auquel il faut ajouter le quart en « *bioénergies* » et le quart en « négawatts » soit en tout un doublement de l'énergie électrique disponible à la consommation.

On peut penser que le passage du quart à la moitié de 2035 à 2050 embrigadera en tout ou en partie l'hydroélectricité du Labrador — et son complément éolien — qui équivaudrait à 40% de la production actuelle dont le quart pour la seule hydroélectricité. Il en coûterait à Hydro-Québec au moins 45 G$ de financement. Il n'est pas dit que l'Accord de Churchill Falls passera comme une lettre à la poste auprès du PQ qui rechigne à l'ingérence fédérale laquelle vaudrait cependant 6.5 G$ à Hydro-Québec. Cet Accord pourrait être un caillou dans le soulier en cas de processus indépendantiste mais ne serait-elle pas plus sécuritaire que la perspective de la fin en 2041 de l'avantageux Accord de 1969 ? Si cette question est celle à poser d'un point de vue nationaliste québécois ou canadien, ce ne l'est pas d'un point de vue écologique-climatique. Est-ce que cette nouvelle Baie James qui serait l'épine dorsale du développement économique du Québec jusqu'en 2050 est nécessaire ? *That is the question*.

On se serait attendu que le FCTÉ et consorts pause cette question et esquisse une réponse. Il est certes tactiquement habile d'enjoindre le PQ « *de lancer d'ici la mi-janvier 2027, soit dans les 100 premiers jours de son gouvernement, la démarche menant à un nouveau PGIRE* » étant donné les engagements du Plan environnement 2026-2034 du Parti québécois et de dénoncer le caractère expéditif du PGIRE de la CAQ. Mais pourquoi ensuite, à la mode Québec solidaire, jeter des fleurs au plan du PQ en donnant l'impression qu'il met le doigt sur le bobo ? Pourquoi se contenter de proposer l'éternelle pseudo solution d'un BAPE qu'on sait qu'il sera purement consultatif et surtout complaisant vis-à-vis la stratégie gouvernementale bien autre chose qu'un simple projet particulier ? Pourquoi, pour expliquer la démarche, utiliser cette langue de bois bureaucratique apte à démobiliser les écosocialistes les plus convaincus ? Pourquoi ne pas oser poser la question du recyclage de ce, au bas mot, 250 G$ dans la sobriété et l'efficacité énergétiques ? Si on y ajoutait, pour revenir à des dépenses militaires du temps de Trudeau fils, la moitié de la part du Québec dans ces dépenses d'ici 2050 on mettrait la main, dans le cadre d'un Québec indépendant, sur un montant supplémentaire de 300 à 400 G$.

Démontrer concrètement comment résoudre le dilemme fin du mois versus fin du monde

Au lieu de tourner autour du pot, est-ce si difficile de s'appuyer sur les questions sociales de l'heure, la crise du logement et plus généralement celle du coût de la vie, pour démontrer concrètement et simplement que leurs solutions résolvent à la fois la fin du mois et la fin du monde ? La crise du logement, et plus particulièrement l'enjeu chaud de l'itinérance, se résout

par la construction d'une majorité de logements sociaux écoénergétiques (isolation, portes et fenêtres, thermopompes, toit vert, panneaux solaires), par un code du logement dans ce sens et par une réhabilitation écoénergétique et rapide de tous les bâtiments récupérables. Faut-il préciser l'important potentiel de création de bons emplois manufacturiers et dans la construction de ces politiques. Ces emplois se substitueraient à ceux pour construire des centrales hydroélectriques et des champs d'éoliennes en territoire autochtone et contre la volonté de ces nations. Ils permettraient à ces travailleurs de la construction de vivre dans leurs milieux de vie et au sein de leurs familles au lieu d'être contraints à l'antisocial travail par navette (fly-in fly-out).

La bataille contre la hausse du coût de la vie bénéficierait grandement d'une baisse drastique des dépenses de transport, le second item par son importance dans le budget des ménages. On y arrive en interdisant rapidement — disons sur 10 ans — l'auto solo privé avec son cortège de dépenses énergivores pour la produire, encore plus pour celle électrique et sa batterie ; d'étalement urbain aux dépens des forêts, milieux humides et terres agricoles et de création de banlieues énergivores à dimension inhumaine ; de congestion urbaine aussi énergivore et nécessistant un deuxième et coûteux système de transport sous terre et dans les airs pour non pas supprimer mais seulement soulager la misère de la congestion ; d'accident de la route et d'emmerdement des piétons et des cyclistes ; de pollution par l'usure des pneus moins banale que l'on croit. On remplace ce système littéralement « fordiste » imposé au début du XXe siècle par cet homme d'affaire fasciste par un système de transport en commun mur à mur comme service public gratuit, fréquent, confortable, électrique jusqu'au moindre village avec, en transition, un système d'autopartage.

Pourquoi, une fois réclamer la revitalisation d'un système tombant en ruine et le rétablissement de service au niveau prépandémique, ne pas débuter pour la grande banlieue montréalaise l'accélération du programme BUS+ de l'ARTM et surtout sa bonification par la multiplication des corridors réservés aux dépens de l'auto solo. Cette même stratégie d'extension de la colonne vertébrale des réseaux urbains pourrait être appliquée aux tramways de Québec — certainement pas un troisième lien — et de Gatineau dont la construction est à entreprendre immédiatement. Ce à quoi s'ajouterait le rétablissement immédiat d'un transport interurbain public à bon marché au niveau de ce qu'il était en 1981 en plus de l'extension des petits réseaux urbains à commencer par l'annulation de la coupure caquiste de 200 millions $ en début d'année. Au niveau du transport pancanadien et même avec les ÉU se pose la question du débat à propos du TGV Québec-Toronto pour une centaine de milliards de dollars dont la construction doit commencer en 2029. Un débat sérieux sur le TGV, à des années-lumière de l'actuel bulldozage, démontrerait le peu de cas de sa pertinence écologique et mettrait en lumière l'alternative d'un réseau tissé serré à la mode suisse optimisant écologiquement tant le transport des passagers que celui des marchandises.

Qui dit bâtiments écoénergétiques et transport en commun et actif tous azimuts implique à terme chamboulement de l'aménagement du territoire urbain. La « villa campagnarde » exposée aux intempéries sur cinq faces, et même l'habitation en rangée sur trois ou quatre faces, en plus d'être une ogresse dévoreuse d'espace et aussi d'argent et de temps aux dépens du budget du ménage et du temps d'implication sociale, ne peut être écoénergétique à bon marché. Elle est donc à proscrire immédiatement au profit d'appartements dans des édifices où leur majorité n'aura qu'une face exposée aux intempéries tout en étant de construction écoénergétique. Cet habitat dans des édifices collectifs aux formes et apparences variées sans dominance de l'auto

solo permet une densité démographique basée sur des logis suffisamment grands et confortables pour édifier des « quartiers quinze minutes » offrant tous les services de proximité y compris par l'intérieur avec accès à des jardins communautaires et à des parcs nature.

Reste le défi de la révolution de l'alimentation combinée à celle de l'agriculture. Il est à espérer que l'émission Enquête sur la maltraitance des animaux de ferme en aura secoué plusieurs. Mais le régime carné et laitier, même bien encadré, nécessite une agriculture industrielle gaspilleuse qui « *pour 100 calories consommables par l'être humain données aux animaux, seules 3 à 25 calories reviennent sous forme de viande. L'élevage industriel génère ainsi un gaspillage considérable, non seulement alimentaire, mais aussi de ressources essentielles comme les terres, l'eau et l'énergie, tout en générant une forte dépendance aux engrais de synthèse.* » Il en est de même pour les gaz à effet de serre (GES) que ce soit par rapport aux calories, aux protéines ou au poids des végétaux versus la viande et les produits laitiers. Bien qu'un élevage écologique soit concevable si la nourriture animale est impropre à la consommation humaine, cet élevage sera nécessairement moins productif. Reste la production agrobiologique — sans herbicides ni pesticides et avec alternance, couverture du sol et sans labour — de céréales, de légumineuses, de fruits et légumes et de noix pour la stricte consommation humaine. L'agriculture québécoise assise principalement sur la production laitière et celle porcine a une révolution à faire.

Il n'y a pertes — de jouissance, de productivité, de production — que pour le capitalisme

Les baisses de productivité et de confort/jouissance assimilées à la baisse du PIB sont les arguments massues pour contrer ce type de société manifestement de décroissance matérielle. Il y paraît une évidence : pas/peu d'autos solo, de maisons unifamiliales et en rangées, de consommation de viandes et de produits laitiers sans compter une abolition de la publicité et de la mode commerciales et de l'obsolescence programmée en faveur de produits durables, réparables, réutilisables et faute de mieux recyclables. Pourtant un appartement correct dans un quartier quinze minutes est meilleur, à tous points de vue, qu'un bungalow dans une banlieue éloignée loin de tout donc nécessitant une auto. Une nourriture végétarienne et non ultra-transformée bien apprêtée et variée est tout aussi réconfortante et surtout plus saine que son contraire. Un produit robuste et durable donne certainement plus de satisfaction que son opposé. Où est la perte de jouissance ?

Qu'en est-il de la perte de productivité sur fond d'une baisse drastique de la production futile et nuisible propre à la société de consommation de masse ? Il y a la consommation luxueuse du 10%, surtout du 1%, qui génère la moitié des GES mondiaux selon Oxfam. Dans une moindre mesure il y a le 40% de la classe moyenne mondiale qui génère environ 40% de GES, moins à cause de ses choix que de la structure imposée du mode de consommation. Cette perte ne l'est qu'au niveau de l'accumulation du capital dont l'effet boule de neige se trouve cassé net. Le peuple travailleur y gagne une masse de temps disponible dont une partie sera affectée à la bonification des services publics austérisés jusqu'à l'os pour qu'enfin le focus de la production sociale porte sur le soin à donner aux gens dans un esprit écoféministe mais aussi, dans un esprit des premiers peuples, à la terre-mère fortement mise à mal. Restera, et de plus en plus, le temps de la liberté pour la science, l'art y compris l'art de vivre en communauté dont s'aimer les uns les autres dans la richesse de tous les genres et de la diversité de tous les peuples.

Une stratégie contre le 1% basée sur le prendre soin passe par la lutte indépendantiste

Comme pour la COP31, on devine facilement qu'il n'y aura pas de consensus de classe pour s'entendre sur un chemin pour aboutir à cette société de « buen vivir ». Les partis du 1% et du10% sont intrinsèquement branchés sur la croissance inhérente au capitalisme. La perspective de la société de prendre soin ne fait même pas l'unanimité, tant s'en faut, au sein du 40% attaché à leurs acquis au sein de la société de consommation de masse, souvent gagnés de haute lutte. L'illusoire idéologie de l'auto solo et du bungalow, et la prééminence du régime carné attachent la « classe moyenne » au capitalisme par mille liens. Il faudra une âpre lutte de classe, y compris idéologique, à travers toutes ses déclinaisons de rapports de statut, de sexe, de genre, de nations et nationalités et dans tous les lieux de travail, d'étude et de résidence. Leur éclatement primordial devra tâtonner vers une convergence pour renverser le grand capital du 1% soutenu par les aspirants du 9% à neutraliser. L'horizontalisme organisationnel n'y suffira pas même si grâce aux réseaux sociaux il peut initier de vastes mobilisations mais sans capacité de les faire aboutir. Par aboutir on entend prendre d'assaut l'État bourgeois et, économiquement, prendre le contrôle des secteurs stratégiques que sont la finance, les communications, le transport, la santé et les ressources naturelles. Comme le démontre l'histoire de la lutte des classes, il y faut des assemblées générales, des coordinations et un levain dans la pâte soit une organisation de type parti.

Les luttes concrètes par en bas n'ont pas besoin d'une organisation les coordonnant. Elles sont parfaitement capables de le faire par leurs propres forces. Est cependant nécessaire une organisation faisant luire concrètement, et non idéologiquement et abstraitement à la manière de « L'organisation de parti de la rue », ce monde nouveau au bout du tunnel. Si l'organisation de type parti peut certes contribuer à la tâche de coordination, il est indispensable pour démontrer le réalisme concret de cette société de prendre soin en décroissance matérielle en autant que saute le verrou capitaliste qui bloque son accès. En découle une obligation de proposer une stratégie pour atteindre le but. Au Québec, c'est la lutte pour l'indépendance nationale afin de libérer le peuple québécois de l'emprise fédéraliste financière et pétrolière et qui ne le reconnait même pas comme peuple. L'offensive fédéraliste cherche à récupérer le nationalisme québécois avec son « Maître chez nous » budgétaire. Elle pousse l'audace jusqu'à l'embrigader dans le « néonationalisme » canadien pétri d'extractivisme tant hydrocarbure que tout-électrique à la capitalisme vert, dont le volet minier aujourd'hui pille le Québec, avec ses grands projet nationaux bulldozant droits du travail, de l'environnement et autochtones, et de militarisme à la remorque du trumpisme. Il appartient à la gauche politique de détacher le nationalisme québécois de l'hégémonie vacillante du PQ néolibéral et identitaire en liant en un projet unique la lutte pour la libération nationale et la lutte pour une société de prendre soin en décroissance matérielle. On aura alors les conditions d'un Québec ouvrant ses frontières aux victimes des méfaits de l'impérialisme y compris le sien.

Marc Bonhomme, 23 novembre 2026
www.marcbonhomme.com ; bonmarc1@gmail.com